

Entre colère et révolte, la twittosphère #224 dénonce la nouvelle constitution

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



Résumé de l'actualité guinéenne sur Twitter

Cliquez sur l'image pour accéder au tweet (page Twitter)



Le problème



Les réactions



Cheikh Fall™ ✓
@cypher007



#GUINÉE - Alpha Condé passe à l'acte ! Violent la constitution pour se pérenniser au pouvoir. Il vient de céder à la tentation en proposant un projet de nouvelle constitution malgré les alertes et contestation du Peuple Guinéen.
Alpha, c'est vraiment ConDeh.



NOUVELLE CONSTITUTION...



Article 38. Le Président de la République exerce le droit de grâce.

Article 39. Le Président de la République signe les ordonnances et les décrets délibérés en Conseil des Ministres. Il fixe par décret les attributions de chaque Ministre.

Il nomme à tous les emplois supérieurs civils et militaires qui sont déterminés par voie réglementaire.

Article 40. Le Président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de six (6) ans, renouvelable une fois.



Delphine II 
@Delphinell

Triste pour toute la sous-region. Encore plus que jamais [#Amoulanfé](#). Ça ne marche pas! L'alternance ! Pas d'eau, pas d'électricité. Le choléra chaque année en septembre. Les albinos en pagaille à la peau craquelée et rougie sous le soleil en train de mendier. Le niveau scolaire



Sally Bilaly Sow™  @sbskalan · 19 déc.

Alerte  ! Le President Alpha Condé vient ouvertement d'annoncer son souhait d'adopter une nouvelle Constitution. Cf la capture d'écran du projet. Qu'attendez-vous encore ? [#Amoulanfe](#)

BUREAU DE PRESSE



PROJET DE NOUVELLE CONSTITUTION

PREAMBULE

P.3

TITRE PREMIER. DE L'ETAT ET DE LA SOUVERAINETE

P.5

TITRE II. DES DROITS, LIBERTES ET DEVOIRS



will ross 
@willintune

Fury from opposition politicians in Guinea as 81 year old president Alpha Conde says he wants a referendum to change the constitution. He's due to step down next year after serving maximum 2 terms. At least 20 people have been killed by police in recent weeks during protests

[Traduire le Tweet](#)

11:37 AM · 20 déc. 2019 · [Twitter Web App](#)



ibra hima
@lbrasoryA



Je me demande vraiment qui est entrain de
CONVAINCRE ALPHA CONDÉ (@President_GN) qu'il
peut réussir ce projet satanique de 3ème mandat.

Ils profitent de la vieillesse de KORO pour lui berner,
sauvons notre compatriote et aidons le à partir en paix
en 2020.

[#Amoulanfe](#)

11:33 AM · 20 déc. 2019 · [Twitter for iPhone](#)

5 Retweets 17 l'aime



Fary Ndao 🇬🇳 🇸🇳
@ndaofary



Malgré les morts parmi les manifestants guinéens, le
président Alpha Condé, 81 ans, atteint par la limite de
mandats, décide de soumettre un référendum qui lui
donnerait la possibilité de briguer un 3e mandat.
L'Afrique politique semble être une tragédie de mauvais
goût.



Matthieu Millecamps @MattMillecamps · 20 déc.

#Guinée: le président Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution
[rfi.my/54tn.T](#) via @RFIAfrique

8:03 AM · 20 déc. 2019 · [Twitter Web App](#)



Toulaye Diallo
@Toulayetata

Je ne voulais rien dire mais je veux quand même dire ceci: La meilleure manière de répondre à cette foutaise, est de se mobiliser et de demander le départ de Alpha Condé sans aucune condition!

[#Amoulanfé](#) [#AmouFuckingLanfé](#) [#Guinée](#) [#Kibaro](#)
[#2020UnAutre](#)

1:17 PM · 20 déc. 2019 · [Twitter for iPhone](#)



Jeffrey Smith ✓
@Smith_JeffreyT

"Conde's election victory in 2010 raised hopes for democratic progress in [#Guinea](#) after decades of authoritarian rule."

Now, just another despot looking to manipulate his country's constitution in order to remain in office past his expiration date.

[Traduire le Tweet](#)





Karim

@AKarim_Bangoura



«Pour le président guinéen, la Constitution de 2010 en vigueur, est un "concentré d'intérêts corporatistes" ».

Mais la nouvelle constitution est à quelques articles près identique à l'existant. Qu'est ce qui a été corrigé? Quelle nouvelle réalité prend-elle en compte?



BBC News Afrique  @bbcafrique · 23h

#AlphaCondé annonce une nouvelle Constitution bbc.com/afrique/media-...

9:57 AM · 20 déc. 2019 · [Twitter for iPhone](#)



Thierno Maadjou Bah  

@MaadjouDT



Tu te bats pendant 40 ans dans l'opposition, tu fais même la prison.

Tout ça pour qu'il y ait une alternance en Guinée.

Une fois au pouvoir, à la fin de ton mandat, tu declares la guerre à la démocratie et tu plonges le pays dans une crise avec un lendemain incertain.

Ahh Alpha

3:04 PM · 20 déc. 2019 · [Twitter for Android](#)



Front National pour la Défense de La Constitution

@FNDC_Gn



Communiqué 🗨️

En s'engageant dans cette voie, le Chef de l'Etat commet un parjure et perd ainsi toute légitimité. En l'absence délibérée de la Haute Cour de Justice pour constater ce parjure, il revient au peuple de Guinée d'en tirer toutes les conséquences

[#Amoulanfe](#) [#kibaro](#)



Front National pour la Défense de la Constitution

COMMUNIQUE N°038

Dans son adresse à la Nation du jeudi 19 décembre 2019, Monsieur Alpha CONDE a annoncé officiellement sa décision de perpétrer le coup d'Etat constitutionnel que le peuple n'a cessé de dénoncer tout au long de cette année, en exprimant clairement son opposition à toute présidence à vie.

En s'engageant dans cette voie, le Chef de l'Etat commet un parjure et perd ainsi toute légitimité. En l'absence délibérée de la Haute Cour de Justice pour constater ce parjure, il revient au peuple de Guinée d'en tirer toutes les conséquences.



Clément Boursin
@ClementBoursin



Le Président de la #Guinée annonce déjà que le projet de Nouvelle Constitution sera adopté par les Guinéens... Il faut dire qu'il suit un scénario écrit d'avance. Le même scénario mis en œuvre par Sassou au #Congo pour rester au pouvoir. Une inconnue demeure, le nombre de morts



RFI Afrique  @RFIAfrique · 21h

 Guinée: le président Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution.

 "Ce projet fera l'objet d'une large vulgarisation avant son adoption par le peuple souverain", a-t-il promis.

 rfi.my/54tn.t

#AfriqueMatin #RFIMatin



Bah Oury
@bahourykigna



Journée triste pour la Guinée. En annonçant sa volonté d'élaborer une nouvelle constitution en dépit de l'inconstitutionnalité de cette procédure, le Pr. Alpha Condé plonge la Guinée dans les incertitudes en ouvrant la voie à la déstabilisation de son pays.

1:16 AM · 20 déc. 2019 · [Twitter for Android](#)



Sidya Touré
@SidyaOfficiel



Surpris?non. Déçu ?pas du tout. Mais un jour sombre car cette déclaration est une véritable agression contre le peuple de [#Guinee](#). Une volonté de déstabilisation de notre pays et de la sous région. Une assurance pour le non développement et les tensions sous jacentes.[#Amoulanfe](#)

10:33 AM · 20 déc. 2019 · [Twitter for Android](#)



Alioune Tine
@aliounetine16



Les organisations de la société civile westafricaines devraient se réunir de façon urgente pour examiner la situation en Guinée. La situation politique se dégrade, l'escalade est continue et dangereuse avec l'annonce de la nouvelle constitution. Il faut se mobiliser pr la Guinée.

12:40 PM · 20 déc. 2019 · [Twitter for Android](#)

71 Retweets **148** J'aime



Fabien Offner
@fabienoff



Alpha Condé est donc passé à l'acte. Et il ne semble avoir aucun doute sur l'issue de ce processus "démocratique", si l'on en croit cette phrase : "Ce projet fera l'objet d'une large vulgarisation avant son adoption par le peuple souverain". [#Guinée](#)



Benjamin Roger @benja_roger · 19 déc.

#Guinée : Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution qui lui permettrait de briguer un 3e mandat en 2020, malgré la contestation de ces dernières semaines #kibaro [twitter.com/AlphaCondePRG/...](https://twitter.com/AlphaCondePRG/)

10:59 AM · 20 déc. 2019 · [Twitter Web App](#)

Revue de tweets réalisée par Sékou Chérif Diallo

Nouvelle Constitution : Alpha Condé déclare la guerre à la démocratie

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



« C'est au peuple de choisir », vieille antienne tristement adoptée par l'opposant historique devenu président. En annonçant ce jeudi 19 décembre 2019, de façon solennelle son intention de soumettre son projet de nouvelle constitution, Alpha Condé 81 ans, intègre honteusement l'école de Sassou Nguesso du Congo, Pierre Nkurunziza du Burundi.

Par cet acte, Alpha Condé renie toutes les valeurs démocratiques pour lesquelles il avait donné l'illusion de défendre après plus de quarante années passées dans l'opposition. Après la difficile et [tragique](#) transition militaire qui a abouti à l'élection présidentielle de 2010, la Guinée n'avait pas besoin d'une énième crise politique qui fragilise davantage les institutions et met en danger la stabilité du pays.

Au sortir de la présidentielle de 2010, tous les observateurs affichaient un certain optimisme quant à la capacité de résilience de ce peuple à œuvrer pour rectifier la trajectoire chaotique de ce pays de l'Afrique de l'Ouest qui avait toutes les cartes en main au lendemain des indépendances pour amorcer son développement. Comme le souligne ce passage repris dans un article de l'agence [Reuters](#) :

« Quel qu'il soit, le vainqueur de la présidentielle devra d'abord

apporter la paix, puis l'électricité et l'eau, bâtir des écoles et des routes, disent des Guinéens lassés des régimes répressifs, du chaos et de la violence. Rien de tout cela ne semble hors de portée dans un pays qui tire chaque année plusieurs dizaines de millions de dollars de ses ressources naturelles, notamment de la bauxite, dont il est le premier producteur mondial. »

Rien ne justifie cette « nécessité » d'une nouvelle constitution pour la Guinée. Un an avant la fin de son deuxième et dernier mandat présidentiel, Alpha Condé engage le pays sur un chemin dangereux où incertitudes, instabilité et violences bouleverseront la quiétude sociale. Cette volonté manifeste de confiscation du pouvoir doit être combattue par toutes les composantes sociales du pays.

Récapitulons : Le 20 avril 2019, Alpha Condé accorde un entretien à des journalistes sénégalais dans lequel il affirme : [« S'il y a modification de la Constitution, il y a troisième mandat. S'il n'y a pas de modification de la Constitution, il y a mandat ou pas »](#) ; le 29 mai 2019, le premier ministre Ibrahima Kassory Fofana affiche [officiellement son soutien et celui de son gouvernement à la mise en place d'une nouvelle Constitution](#); le 4 septembre 2019, Alpha Condé instruit à son premier ministre d'organiser [des consultations sur la constitution](#) ; le 22 septembre 2019, en visite à New York, [Alpha Condé demande à ses militants](#)

de se préparer pour un référendum ; le 9 octobre 2019, dans une déclaration à la télévision nationale, le premier ministre annonce la transmission du [rapport sur les consultations](#) au président de la République ; le 14 octobre 2019, [première manifestation](#) du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) contre l'ambition du président Alpha Condé de briquer un troisième mandat. Suivront plusieurs autres manifestations qui ont enregistré [plusieurs morts](#).

Aujourd'hui, toutes les institutions nationales sont inféodées à l'exécutif, les autorités morales sont muettes. Malgré toutes les alertes de citoyens, mouvements et autres personnalités africaines, [les efforts du National Democratic Institute \(NDI\) et la Fondation Kofi Annan \(KAF\)](#) à travers la mission des anciens chefs d'état nigérian et béninois à Conakry, l'Union Africaine et la CEDEAO observent depuis un certain temps le pourrissement de la situation en Guinée et se contentent de publier de [communiqués pour condamner](#) les tueries lors des manifestations qui ne sont que les conséquences des manœuvres antidémocratiques d'Alpha Condé.

Face une telle situation, seules les manifestations de rue peuvent encore sauver la démocratie embryonnaire dans ce pays. Pourquoi les manifestations ? Parce que c'est une forme de contestation admise, légale et démocratique. Le FNDC doit intensifier les actions

de
mobilisations pour empêcher ce putsch constitutionnel.

Après l'annonce d'Alpha Condé d'hier et [les révélations des commissaires de la CENI](#) sur la gestion unilatérale du processus électoral par le président de l'institution, le calendrier des législatives n'est plus à l'ordre du jour et l'opposition politique doit enfin sortir de la diversion de ces derniers jours où elle s'était embourbée bêtement pour se consacrer exclusivement à la défense de l'essentiel : la constitution.

Si les promoteurs de cette forfaiture de troisième mandat se sont inspirés des cas réussis de manipulations des constitutions observées en Afrique ces dernières années ([Sassou Nguesso](#) du Congo en 2015 et [Pierre Nkurunziza](#) du Burundi la même année), ils oublient un détail : [le traumatisme des peuples](#) de ces deux pays suite aux guerres civiles qu'ils ont connu est encore présent et les appréhensions teintées de fatalisme alimentent les angoisses et la peur de revivre ces épisodes douloureux de leur histoire. Il faut rappeler que le 5 juin 1997, [le Congo basculait dans une guerre civile](#).

Un conflit entre les milices de Pascal Lissouba, alors président en exercice, et celles de son prédécesseur Denis Sassou Nguesso. Et [l'histoire du Burundi](#), depuis les premières années de son indépendance en 1962, est marquée par des violences ethniques compliquées par une lutte acharnée

pour le
pouvoir.

Ces éléments historiques sont importants pour rappeler aux incultes apprentis sorciers qui ont imaginé ce projet de troisième mandat pour Alpha Condé, que les trajectoires politiques des pays obéissent parfois à des histoires politiques encore plus complexes.

Le cas de la Guinée est plus proche du cas burkinabé car les deux histoires politiques ont des éléments de similitudes (ces deux pays n'ont pas connu de conflits ethniques). Au Burkina, Blaise Compaoré, 27 ans au pouvoir avait pensé comme Alpha Condé aujourd'hui qu'il suffisait d'un simple coup de gomme pour effacer les passages contraignants dans une constitution. « Il a suffi de trois jours pour que Blaise Compaoré soit poussé dehors par le peuple. Mais trois jours minutieusement préparés » comme le révèle une enquête menée par [Jeune Afrique](#).

En créant de toutes pièces cette crise politique aux conséquences désastreuses pour la Guinée et la sous-région, Alpha Condé sera tenu responsable de toutes les dérives de son régime et il répondra devant la justice pour [tous les crimes commis en Guinée depuis son accession au pouvoir en 2010](#).

Par cette décision de confiscation du pouvoir à travers une

nouvelle constitution dont le seul objectif est de s'octroyer un troisième mandat, Alpha Condé engage un rapport de force qui sera, certes, difficile et long avec les forces démocratiques du pays, mais il reculera quand la pression sera très forte. Lorsqu'il y a du monde et que les manifestations durent, beaucoup de dirigeants reculent face au pouvoir de la rue, c'est une réalité observée et documentée (Algérie, Soudan, Tunisie, Égypte, Burkina, Sénégal ...).



Par **Sékou Chérif Diallo** Fondateur/Administrateur
www.guineepolitique.com

Pour Sidya Touré, président de l'UFR «Les élections n'auront pas lieu en février 2020» [Vidéo]

écrit par GuineaPolitique© | 21 décembre 2019



Invité politique du journal TV5 Monde, l'opposant guinéen et membre actif du Front national pour la défense de la constitution (FNDC) dénonce le fichier électoral et la volonté du président Alpha Condé de s'éterniser au pouvoir.

L'intégralité de l'interview

SCAN : « Les guinéens sont en train de mourir partout alors que nous sommes l'un des pays les plus riches d'Afrique »
Sidya Touré

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



Bah Oury, président de l'UDD (Décembre 2019, à l'occasion d'une marche du FNDC)

« Il ne peut pas y avoir du Koudéisme encore en Guinée.
Nous avons vu les effets du Koudéisme entre 2000 et 2010. On ne peut pas
répéter à chaque fois nos fautes antérieures »

« Le président Alpha Condé doit entendre la voix du peuple qui lui dit 'abandonne le projet de nouvelle constitution, organise correctement les élections législatives et présidentielles et tu sortiras par la grande porte et tu auras une sortie honorable. »

[La source ici](#)

« La CENI ne peut pas se permettre de dire qu'en 25 jours, elle peut enrôler tout le monde alors qu'il y a des risques, il y a du matériel qui manque un peu partout, comme s'ils font exprès, il y a des délais qui ne sont pas respectés du tout. Donc il y a une volonté manifeste de ne pas favoriser l'enrôlement de toute la population électorale guinéenne. »

[La source ici](#)



Abdourahmane Sanoh, coordinateur national du Front national pour la défense de la constitution (FNDC) (Décembre 2019, à l'occasion d'une marche du FNDC)

« Le pouvoir qu'il a, lui a été confié par le peuple.
Le 20 décembre 2020 le peuple va retirer son pouvoir et le remettre à quelqu'un
d'autre. Qu'il le veuille ou pas »

[La source ici](#)

« Nous allons mettre fin à cette volonté de tripatouiller notre constitution. Nous allons transformer leur rêve en cauchemar. »

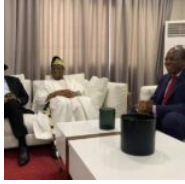
[La source ici](#)



Sidya Touré, président de l'UFR

« Les guinéens sont en train de mourir partout alors que nous sommes l'un des pays les plus riches d'Afrique. Mais cette richesse
est pillée par le pouvoir. Il faut qu'on change de régime. Il faut laisser la
place à un autre qui va nous proposer une autre solution. »

[La source ici](#)



Nicéphore Soglo, ancien président du Bénin (Décembre 2019, en visite en Guinée dans le cadre d'une mission de bons offices du National democratic institute)

« Si on veut que le train qui a démarré et que la locomotive c'est le Nigéria, il faut que des wagons se mettent en place. Nous sommes venus pour voir dans quel état se trouve le wagon de la Guinée. Dans une famille, ceux qui sont les membres, s'il y a quelque chose, ce sont eux qui viennent. C'est pourquoi nous sommes venus pour que la paix règne en Guinée. Nous voulons que ce pays continue d'aller de l'avant avec toutes ses immenses richesses. »

[La source ici](#)



Elie Kamano, artiste reggaeman et président du parti Nouvelle Guinée Possible (Décembre 2019)

« On n'a pas besoin de ces élections législatives, parce que le futur Président de la République de Guinée, aura besoin d'une légitimité parlementaire et organisera les élections législatives »

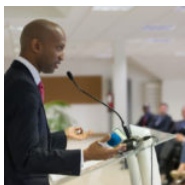
[La source ici](#)



Déclaration des femmes lors d'une marche contre les tueries et l'impunité en Guinée (Décembre 2019)

« Nous ne voulons pas nous livrer à un décompte macabre mais nous avons le devoir d'informer l'opinion nationale et internationale que le chiffre 127 morts est atteint depuis la semaine dernière. Cela ne laisse pas une femme tranquille. Nous ne sommes pas loin des 157 guinéens massacrés au stade du 28 septembre 2009... Nous femmes de Guinée, nous réitérons notre exigence pour la mise en place de la commission d'enquête internationale pour faire la lumière sur les cas des 127 morts complètement identifiés »

[La source ici](#)



Gabriel Curtis, ministre en charge des investissements et des partenariats public-privé (Décembre 2019, à l'occasion de la journée internationale anti-corruption)

« En Guinée, la corruption est encore persistante. Selon les rapports 2011 et 2017 de l'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLCL), le volume des pots de vin en Guinée avoisine en moyenne 600 milliards de francs

guinéens chaque
année. La même source indique que les opérateurs économiques
déclarent avoir
payé près de 500 milliards de francs guinéens par an en
paiement non officiel
et 75% des entreprises affirment faire des cadeaux pour
obtenir des contrats »

[La source ici](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

Inhumation des huit opposants tués lors des contestations contre le 3e mandat

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



Résumé de l'actualité guinéenne sur Twitter

Cliquez sur l'image pour accéder au tweet (page Twitter)



Thierno Maadjou Bah 🎤 📱
@MaadjouDT



Ça me rend triste et à la fois choqué de voir à tout moment des dépouilles mortelles à répétition des jeunes tués à l'occasion des manifs du [@FNDC_Gn](#) sans conséquences nous permettant de mettre fin à cette violence.

Que leurs âmes reposent en paix!!

Amine.





Le journal Afrique @JTAtv5monde · 2h



 **#Guinée** Ils ont été tués lors des marches des 4 et 14 novembre, qui dénonçaient un éventuel troisième mandat d'Alpha Condé. 8 manifestants défunts ont été inhumés aujourd'hui à Conakry. Les opposants du FNDC, à l'origine de la contestation, étaient naturellement présents.





#Amoulanfé
@Amoulanfe2020

Aujourd'hui la #Guinée a enterré 8 honnêtes citoyens qu'Alpha Condé & ses milices ont tué lors des dernières manifestations du @FNDC_GN.

Alpha Condé tue les Guinéens à cause de leur refus de soutenir son projet de 3ème mandat. Maintenant ça suffit, il doit partir ! #Amoulanfé



Survie et 8 autres



Laurence Ndong

@lauryIndong



@Prof_AlphaConde vous allez en tuer combien juste pour rester au pouvoir ? Comment avez-vous fait pour devenir si inhumain ? Vous choisissez de finir dans les poubelles de l'histoire. PARTEZ.



Lamine Telezaz Diallo @Mamadou23208797 · 10h

#Guinée 8 honnêtes citoyens Guinéens tués par les forces de l'ordre, seront enterrés ce vendredi à la cimetière de bambeto @YENAMARRE_SN @EN_AUCUN_CAS @ecowas_cedeao @aliounetine16 @lauryIndong @Elysee @amnesty @RFI @filimbi243





Samira Sawlani ✓ @samirasawlani · 6h

Police in Guinea have fired teargas at funeral procession of 8 people who were killed during anti-3rd term protests 2 weeks ago. Demonstrations have been taking place in the Country over potential referendum which wld allow 81yr old President **Alpha Condé** to run for a 3rd term.



Revue de tweets réalisée par Sékou Chérif Diallo

À quand la fin du désordre politico-judiciaire ?

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



Condamnés le 22 octobre 2019 à des peines allant de six mois à un an de prison ferme, les principaux initiateurs des manifestations qui agitent le pays depuis plusieurs semaines ont été remis en liberté provisoire ce jeudi 28 novembre 2019.

Jugés pour « manœuvres et actes de nature à compromettre la sécurité publique et à occasionner des troubles à l'ordre public », les responsables du FNDC avaient appelé à manifester contre le projet de nouvelle constitution qui n'est rien d'autre qu'un moyen déguisé pour permettre à Alpha Condé de s'octroyer illégalement un troisième mandat.

Depuis cette condamnation, les réactions se sont multipliées pour dénoncer cette volonté des autorités guinéennes d'écraser toute forme d'opposition à ce projet décrié par la majorité des guinéens. Pour le chercheur à Amnesty International, François Patuel « Nul ne peut être détenu pour avoir organisé ou appelé à une manifestation pacifique. Les leaders du FNDC doivent être libérés immédiatement et sans condition ». L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme dans un communiqué publié le 24 octobre 2019 condamnait cette décision de la justice guinéenne et demandait aux autorités la libération immédiate et inconditionnelle des membres du FNDC arrêtés le 12 octobre 2019 et condamnés à des peines d'emprisonnement.

Le procès

en appel de ce jeudi portait sur une demande de renvoi et de remise en liberté.

A l'issue de l'audience, les deux demandes ont été acceptées par le ministère

public en ordonnant la mise en liberté des prévenus et le renvoi du dossier au

5 décembre 2019.

Sous forte pression permanente sur le plan national avec les manifestations de rue et à l'international, les autorités guinéennes n'avaient d'autres choix que de reculer. Il faut rappeler que les manifestations de rue pour s'opposer au projet de 3^e mandat pour Alpha Condé ont fait plus de 20 morts. Ce désordre politico-judiciaire avec son trophée macabre témoigne de l'état de déliquescence des institutions de la République où les répressions et condamnations sont récurrentes avec ses corollaires de violations de droits humains.



Sékou Chérif Diallo
Fondateur/Administrateur
www.guineepolitique.com

Nouvelle mobilisation massive contre Alpha Condé

écrit par GuineaPolitique© | 21 décembre 2019



Les Guinéens ont à nouveau manifesté en masse mardi à Conakry contre un éventuel troisième mandat du président Alpha Condé, a constaté un correspondant de l'AFP.

Fode Oussou Fofana, un responsable de l'opposition au président, a chiffré le nombre de manifestants à un million tandis que la presse a avancé le chiffre de 800.000.

De tels chiffres se sont révélés invérifiables depuis le début du mouvement.

Mais cette marche impressionnante aux couleurs rouges de l'opposition est le dernier acte en date de la contestation lancée le 14 octobre par le Front national de défense de la Constitution, un collectif de partis d'opposition, de syndicats et de membres de la société civile.

“Non à la présidence à vie”, “Alpha Condé dictateur”, ont scandé les manifestants, ainsi que “Mort aux assassins”, référence à la mort de plusieurs civils tués lors de précédentes journées de manifestation.

Aucun incident significatif n'a été rapporté au cours de celle-ci.

Les forces de l'ordre, à nouveau déployées en nombre, sont restées discrètes.

Depuis un mois et demi, le FNDC est parvenu à mobiliser à plusieurs reprises des foules de manifestants qui ont envahi les rues des quartiers périphériques de Conakry, fiefs de l'opposition.

Les protestations ont à différentes reprises été brutalement réprimées. Au moins 20 civils ont été tués depuis le 14 octobre, ainsi qu'un gendarme.

La Guinée, coutumière des protestations et des répressions brutales, est en proie à l'agitation depuis que le FNDC a appelé à faire barrage au projet prêté à M. Condé, élu en 2010 et réélu en 2015, de briguer sa propre succession en 2020 et de réviser dans ce but la Constitution, qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels.

Les forces de sécurité ont fait l'objet en novembre d'un rapport accusateur d'Amnesty International. Il dénonce l'usage excessif de la force, les interdictions de manifestations pacifiques, les arrestations "massives" et "arbitraires", les cas de torture et l'impunité des gendarmes et policiers.

Le gouvernement s'est défendu contre un rapport ignorant selon lui ses efforts.

A 81 ans, M. Condé, ancien opposant historique qui fut le premier président démocratiquement élu après des décennies de régimes autoritaires et militaires, entretient le flou sur ses intentions, mais a lancé en septembre des consultations sur la Constitution.

[Africanews/AFP](#)

Lettre ouverte : Ne nous laissez pas seuls [Par L. Petty Diallo]

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



Lettre Ouverte à la Communauté internationale

-Communauté

Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, (CEDEAO)

-Organisation

des Nations-Unies, (ONU)

-Union
Africaine, (UA)

-Organisations
de la Mano River Union et de la Mise en Valeur du Fleuve
Sénégal, (OMVS)

**A Messieurs les
présidents :**

-En exercice de
l'Union Africaine, Abdel Fattah al-Sissi

-De
la République Française, Emmanuel Macron

-Des Etats-Unis
d'Amérique, Donald Trump

**Messieurs les Chefs d'État et Représentants des Organisations
Internationales**

Cette lettre n'a nullement la prétention de
dire ce qui serait méconnu ou ignoré. Elle se vent en revanche
d'être un appel
à la conscience des nations, à leurs dirigeants ou
représentants. Elle est un rappel
du passé de la Guinée faite de tumultes souvent dramatiques,
parfois tragiques.

Une fois de plus, la Guinée renoue avec son
passé fait de violences politiques dans toute leur dimension
et, comme à
l'accoutumé, dans l'indifférence totale. Une fois de plus, les

Guinéens sont
submergés par les flots menaçants de lendemains incertains
mais sûrement
obscur.

Vos représentants, ambassades, corps consulaires et autres institutions ont sûrement dû, mesdames, messieurs les chefs d'États et représentants des institutions susmentionnées, vous remonter les informations de l'actualité politique guinéenne marquée par des : manifestations, répressions, arrestations, séquestration de leaders politiques, violations de domiciles privées, meurtres, etc.

Au-delà des informations officielles que vous devriez avoir reçues, les médias guinéens et internationaux relayent la réalité du terrain.

Messieurs les chefs d'États et représentants des institutions internationales

Depuis lundi 14 octobre 2019, une vague de violences déferle sur la Guinée à cause de la volonté manifeste ou supposée du président Alpha Condé d'imposer une nouvelle constitution en violation flagrante de celle en vigueur. Une constitution qui ne souffre d'aucune illégitimité car l'expression librement consentie du peuple de Guinée sur laquelle le président Condé a prêté serment à son élection de 2010 et à sa réélection de 2015.

Les violences engendrées ces derniers jours, lors de manifestations pacifiques de la société civile et des partis politiques de l'opposition réunis au sein du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), dépassent les

bornes. Elles sont en voie de précipiter la Guinée dans le gouffre et aucune limite ne semble se dessiner pour empêcher cette éventualité.

Les conséquences pourraient être dévastatrices car les prévisions actuelles ne sont pas les plus optimistes. Les dates des prochaines manifestations sont déjà annoncées et le peuple pourrait bien répondre massivement alors que la répression coutumière des forces de l'ordre ne fait l'ombre d'aucun doute.

Messieurs les chefs d'États et représentants des institutions internationales

Le temps des hypothèses est dépassé en Guinée. Nul ne peut nier que le pays peut basculer d'un moment à un autre face à un pouvoir répressif qui met en avant l'arrogance à la place du dialogue, une société civile déterminée et légitimée par l'appui populaire.

Les partis politiques de l'opposition longtemps méprisés et forcés au repli par l'interdiction de toutes manifestations depuis un an, reprennent du poil de la bête. Leur appel au dialogue longtemps ignoré ne leur donne plus aucun crédit de s'asseoir à nouveau sur la table de négociation avec le pouvoir. Le parti politique qui s'y hasarderait risque de perdre tout soutien de la base tant son acte apparaîtrait comme une trahison. Face à cette situation, plus le chrono tourne, plus les lendemains s'assombrissent et les positions se durcissent.

D'autre part, les digues ethniques par lesquelles le pouvoir semblait tenir les Guinéens sont en train de sauter et plus aucun obstacle ne semble empêcher les populations de manifester leur

opposition à un troisième mandat générateur des conflits actuels. Seulement, acculé, apparemment dépassé par la réalité, le pouvoir ne veut rien céder, encore moins la société civile et les partis d'opposition unis dans un élan de refus et de revendication.

Les effets sont visibles et malheureusement guère étonnants : armer les forces de sécurité pour réprimer des manifestants désarmés est la seule solution que semble trouver le système en place. En face, retranchés et acculés, ces derniers répondent en se servant de tout ce qui leur tombe entre les mains.

En outre, les répressions ne se limitent pas aux lieux de manifestations : les paisibles citoyens sont violentés dans leur domicile, victimes de brimades, de jets de bombes lacrymogènes et de tirs à balles réelles. Les meurtres, si ce n'est les assassinats, se multiplient de jour en jour. On en dénombre neuf (9) morts et d'innombrables blessés. Et la violence semble monter crescendo à chaque manifestation, veille ou lendemain de celle-ci. Dès lors, plus aucun citoyen ne se sent en sécurité ni chez lui, ni travail, au marché ou ailleurs.

Messieurs les chefs d'États et représentants des institutions internationales

Nul n'a besoin de dire que la situation actuelle de la Guinée fait planer le spectre de la guerre civile et, dans une moindre mesure, du retour à un pouvoir qui ne serait pas issu

de la volonté populaire.

Aujourd'hui, plus qu'hier, tout guinéen se pose la question de savoir si sa vie vaut moins que celle d'un autre être humain. Il se demande s'il compte encore parmi le petit chaînon qui constitue la longue chaîne de l'humanité. Il se questionne sur le devenir de son pays et de l'importance de celui-ci face au destin des autres nations.

Les Guinéens se sentent abandonnés et livrés à un pouvoir qui ne montre aucun état d'âme quant à sa capacité répressive. Un pouvoir impuissant de dialoguer et qui se radicalise au seul motif d'ambition personnelle d'un homme élu par son peuple pour le protéger et non pour le punir, le réprimer ou le faire tuer.

Ce bref rappel de la situation guinéenne et du sentiment que semble éprouver chaque Guinéen pose un certain nombre de questions. Cette lettre ouverte qui en est l'objet les décline en quelques points.

La communauté internationale :

– Serait-elle si indifférente au sort du peuple de Guinée pour qu'elle soit aussi inaudible depuis tant de jours de violences en cours en Guinée ?

-Se serait-elle lassée des efforts antérieurs qu'elle a fournis, même à minima, face à la situation guinéenne qui perdure ?

-Méconnaîtrait-elle

les risques de reproduction sur la Guinée du passé récent de pays limitrophes :

Sierra-Leone, Liberia, Côte-d'Ivoire et, dans une moindre mesure, la

Guinée-Bissau ?

-Serait-elle incapable de paroles franches et fermes face à un chef d'Etat qui, non seulement viole la charte des organisations régionale et/ou continentale en matière de durée de mandat et qui laisse (ou fait) tuer ses concitoyens ?

-Des intérêts partisans sacrifieraient-elles la vie et la sécurité des populations guinéennes ? Autrement dit, les richesses minières, halieutiques, forestières et autres du pays valent-elles mieux que la vie d'un Guinéen ?

-Ignorerait-elle l'effet domino du non-respect de la durée du mandat présidentiel (un quinquennat renouvelable une seule fois) sur la sous-région ouest-africaine ?

-Enfin, serait-elle indifférente aux risques qu'en court la Guinée face à la menace qui pèse sur la sécurité et la vie des leaders politiques et du FNDC ?

J'appelle par ces mots à mettre fin aux maux du peuple de Guinée rongé depuis des décennies par de multiples souffrances.

Il est dur de se sentir seul. Les Guinéens ont de plus en plus le sentiment d'être seuls. Alors, je dis, ne nous laissez pas seuls. Ne nous abandonnez pas au bord du gouffre. La vie de tout peuple, le devenir de toute nation vaut la peine d'être défendue.

Je terminerais en paraphrasant Sir Wilson Churchill : « **Donnez aux Guinéens les instruments de la démocratie véritable, ils termineront la tâche** ». Je vous remercie.



M. Lamarana Petty Diallo, Guinéen- Professeur Hors-Classe, lettres-histoire, Orléans- France

« Non au pouvoir à vie en Guinée Conakry ! » [Balai Citoyen]

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



Depuis le
mois d'octobre 2019, le vaillant et digne peuple de la Guinée
est debout
contre l'ambition affichée et démesurée du Président Alpha
CONDE

d'instaurer un pouvoir à vie par le truchement de la modification de la clause limitative du mandat présidentiel.

A cette lutte légitime du peuple pour la démocratie et le respect de l'Etat de droit, le pouvoir autocratique d'Alpha CONDE oppose une répression féroce par l'instrumentalisation des forces de défense et de sécurité.

A 81 ans révolus censés lui conférer sagesse et responsabilité, Alpha CONDÉ, autrefois opposant historique, s'est aujourd'hui, mué en bourreau historique sous l'effet des délices et des sirènes du pouvoir personnel.

Depuis le début des manifestations, à l'appel du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), des leaders d'organisations de la société civile et des opposants sont régulièrement intimidés, agressés et certains croupissent injustement dans les geôles du régime scélérat d'Alpha CONDÉ. Au nombre de ces vaillants et irréductibles défenseurs de la démocratie qui croupissent actuellement dans les geôles de CONDÉ, figure les camarades Abdourahamane Sanoh, coordinateur du FNDC, Sékou Koundouno, Coordonnateur du Balai Citoyen Guinée et responsable des stratégies et de la planification du FNDC, Ibrahima Diallo, responsable des opérations, le **reggaeman engagé Elie Kamano**, Mamadou Baïlo Barry et Alpha Soumah. Ils ont été condamnés le 22 octobre dernier à des peines allant de 06 à 12 mois de prison ferme à l'issue d'une parodie de justice orchestrée par le régime et ses juges acquis aux ordres. Pire, plusieurs dizaines de jeunes ont péri sous les balles assassines des forces de sécurité et sans qu'aucune enquête sérieuse ne soit diligentée en vue de rendre justice aux victimes.

Le mouvement **le Balai Citoyen du Burkina Faso**, suit avec

consternation et non sans intérêt particulier, l'évolution dramatique de la situation en Guinée. Aussi, Il constate avec regret que malgré son parcours politique pour lequel la jeunesse africaine était pleine d'admiration jusqu'à un passé récent, de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) à l'opposition et aujourd'hui au pouvoir, Alpha CONDÉ n'a malheureusement encore tiré aucune leçon de l'histoire récente des mouvements contre les velléités de tripatouillage constitutionnel en Afrique. **Professeur de son état, il n'a jamais assimilé la leçon historique selon laquelle, dans le face-à-face avec leur peuple, les hommes dits forts finissent pourtant toujours dans la poubelle de l'histoire ; quand bien même les exemples sont légions.** La déchéance morale et politique de l'homme n'a d'égal que l'espoir qu'il a incarné à un moment donné de sa vie politique.

C'est pourquoi, le mouvement Balai citoyen, solidaire du combat de tous les peuples en lutte pour la liberté et la démocratie et résolument engagé contre toute forme de pouvoir à vie, condamne sans réserve aucune la répression barbare à laquelle se livre le régime obscurantiste et moribond du renégat CONDÉ contre le vaillant peuple de Guinée dont la glorieuse histoire constitue à jamais une source d'inspiration intarissable pour tous les peuples épris de liberté. Nous avons la ferme conviction que ce peuple de Guinée, fort de sa tradition de lutte, triomphera inexorablement de cette épreuve de force à lui imposé par cette poignée d'aventuriers politiques.

Au regard de ce qui précède, le Balai Citoyen :

- Met en garde Alpha CONDÉ et ses sbires sur leurs responsabilités devant l'histoire face aux exactions en cours en Guinée ;
- S'insurge contre le silence complice des organisations sous-régionales, panafricaines et internationales sur le risque que fait courir Alpha CONDÉ à la Guinée et à

- l'Afrique tout entière ;
- Exige l'arrêt immédiat des violences à l'encontre des populations et la libération sans condition de toutes les personnes injustement embastillées dont le seul crime est d'avoir défendu la démocratie ;
 - Apporte son soutien sans faille au peuple Guinéen en lutte et exhorte tous les démocrates sincères à joindre leur voix à celle du peuple Guinéen pour dire non au troisième mandat de CONDÉ.

Le peuple de Guinée ne courbera pas l'échine devant cette forfaiture car un peuple uni n'est jamais vaincu.

Vive la Guinée !

Vive les peuples en lutte !

N'an *laara*, *an saara* (Si nous nous couchons, nous sommes morts !)

Notre nombre est notre force !

Ensemble, on n'est jamais seul !

Pour le Balai Citoyen, la Coordination Nationale

La fétichisation du pouvoir

en Afrique : l'exemple de la Guinée [Par Dr Babacar Diop]

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



La tyrannie par excellence [...] repose sur la contrainte, car aucun homme libre ne supporte de son plein gré un tel pouvoir, Aristote, Les politiques, GF Flammarion, 1993, p.310.



Dr Babacar Diop

L'Afrique

est encore frappée par ce que le philosophe sénégalais Djibril Samb

appelle le «syndrome Bâsi», une maladie qui affecte dangereusement les

chefs d'Etat africains et qui est pire que l'épidémie de l'Ebola. Bâsi

était un souverain de l'empire du Ghana qui arriva au pouvoir à un âge

assez avancé ; frappé de cécité qu'il dissimula, il s'accrocha au

pouvoir avec la complicité de son entourage en usant de toutes

sortes de
subterfuges (D. Samb, *L'Afrique dans le temps du monde*, 2010, p.91).

Le
pouvoir est une drogue qui fait perdre la raison. Des chefs
d'Etat
africains découvrent subitement, avec déraison, qu'ils sont
irremplaçables et nourrissent la folle ambition de régner à
vie sur leur
pays. Ils sont prêts à tout, au nom disent-ils de l'intérêt
supérieur
de leur pays : ils tuent des enfants, massacrent leur peuple,
emprisonnent des innocents pour satisfaire des ambitions
démessurées et
démoniaques. Ils prétendent terminer les projets qu'ils
seraient les
seuls à pouvoir achever. C'est dans cette logique que Djibril
Samb
explique cette maladie contagieuse et mortelle des hommes
politiques
africains : «Ce syndrome consiste, pour ces chefs d'État [...],
même parvenus démocratiquement au pouvoir, à capturer
l'appareil d'État,
à vassaliser toutes les institutions, à concentrer tous les
pouvoirs
entre leurs mains et celles de leurs familles, avant
d'instituer une
espèce de «royauté barbare» d'extraction tyrannique fondée sur
le règne
du pouvoir personnel. Ce syndrome est d'autant plus justement
nommé que
certains chefs d'Etat africains, n'ayant pourtant exercé le
pouvoir au plus que quelques années, se découvrent subitement
irremplaçables» (*L'Afrique dans le temps du monde*,
p.92). Le syndrome Bâsi constitue une politique du pire qui
repose sur

la violence brutale et une concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'un individu omnipotent qui devient l'alpha et l'oméga de tout un peuple soumis à ses désirs, fantasmes et caprices les plus burlesques.

À titre d'illustration, le président Alpha Condé, arrivé au pouvoir à un âge fort avancé, après plusieurs décennies passées dans l'opposition, apparaît comme un nouveau Bâsi des temps modernes. Frappé de cécité politique, il utilise la violence contre son peuple pour s'accrocher à un pouvoir personnel et clanique qui a tourné le dos au peuple guinéen depuis longtemps. Ses partisans entonnent la chanson déjà entendue ailleurs :

«la Guinée a besoin du P^r Alpha Condé, il faut le laisser terminer ses chantiers pour le grand bonheur du peuple guinéen». C'est pourquoi, F. Mitterrand avait bien raison de dire : «Il y a toujours une clientèle pour les dimensions hors série» (Le coup d'Etat permanent, 2010, p.109).

Alpha Condé ne reculera devant aucune honte, il tuera pour le pouvoir, il piétinera le peuple pour conserver les privilèges égoïstes de son clan politique. L'Afrique est malade de ses dirigeants ! C'est la raison pour laquelle, *«la question fondamentale qui se pose à l'Afrique [...] demeure celle de son leadership politique»* (D. Samb, *L'Afrique dans le temps du monde*, p.9).

Les manifestations organisées à Conakry et à l'intérieur du pays, entre le 14 et 16 octobre par le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) ont déjà fait onze morts, une centaine de blessés dont certains sont dans un état critique et plus de deux cents

arrestations. Malgré cette situation chaotique, Alpha Condé refuse d'entendre la voix de la raison ; il est décidé à aller jusqu'au bout de sa logique meurtrière du troisième mandat en marchant sur des cadavres. Le peuple de Guinée a trop souffert pour supporter à nouveau qu'on sacrifie innocemment ses enfants. Il faut préserver le sang sacré des guinéens. A-t-on oublié le massacre du 28 septembre 2009 qui a fait plus de 150 morts ? A-t-on oublié la douleur des femmes violées dans l'enceinte du stade du 28 septembre de Conakry ? A-t-on besoin de rappeler toutes les luttes du peuple guinéen pour la démocratie et la dignité ? A-t-on rangé aux oubliettes le rôle pionnier et héroïque de la Guinée dans les indépendances africaines. Il est évident qu'Alpha Condé refuse de marcher dans le sens de l'histoire, il veut replonger la Guinée dans les ténèbres à ce moment décisif de son histoire.

Malgré la grande défaillance d'un homme face à sa population, la belle jeunesse de Guinée est décidée à marcher dans le sens l'histoire. Elle assure la résistance populaire pour arrêter la révision constitutionnelle qui ouvrirait à Alpha Condé la voie à une candidature et à un troisième mandat au forceps. Saint-Just disait, avec son cœur plein de jeunesse dans son *Discours sur la Constitution de*

France :

«La liberté d'un peuple est dans la force et la durée de sa constitution ; sa liberté périt toujours avec elle, parce qu'elle périt par des tyrans qui deviennent plus forts que la liberté même» (*Œuvres complètes*, 2004, p.539).

Au regard de l'idéal de démocratie que nous souhaitons en Afrique, la jeunesse doit soutenir ce noble combat pour dissuader d'autres «Bâsi» en puissance qui observent avec intérêt l'évolution de la situation en Guinée. Sans aucune hésitation, les peuples africains doivent adopter des positions radicales contre les chefs d'État qui seraient tentés par l'idée d'un troisième mandat, en violation flagrante de la Constitution de leur pays. C'est l'occasion d'inviter la jeunesse africaine à s'inspirer de ces propos pleins d'enthousiasme, d'engagement et d'actualité du jeune Abraham Lincoln de Springfield qui venait d'entrer en politique ; il disait à ses compatriotes américains dans un discours du 27 janvier 1838, à la veille de son vingt-neuvième anniversaire: «[Que chaque amoureux de la liberté, que tout citoyen qui veut le bien de sa postérité jure, au nom du sang versé par la révolution, de ne jamais violer en quoi que ce soit les lois du pays et de ne jamais tolérer que d'autres les violent. [...], que chaque [citoyen] accepte de soutenir la Constitution et les lois au prix de sa vie, de ses biens et de son honneur sacré ; qu'aucun n'oublie que transgresser la loi, c'est piétiner le sang de son père et mettre en lambeaux sa propre liberté comme celle de ses enfants. [...] Bref que [le respect de la loi] devienne la religion politique de la nation ; que les anciens et les jeunes, les riches et les pauvres, les esprits graves et les êtres joyeux, quels que soient leur sexe, leur langue, leur couleur, leur condition, ne cessent jamais de lui offrir des sacrifices sur les autels qui sont les siens» (*Le pouvoir des mots. Lettres et discours*, 2009, pp.20-21).

Alpha Condé, un passionné de pouvoir absolu en arrive à se considérer comme la source légitime du pouvoir, oubliant que la légitimité émane de la volonté de la communauté politique. Pour cet homme, sa propre volonté et la volonté particulière du clan au pouvoir deviennent la volonté générale. C'est ce processus de corruption de la politique qui coupe la légitimité de sa source originaire (la communauté) que le philosophe argentin Enrique Dussel appelle la «fétichisation du pouvoir», c'est-à-dire, son absolutisation, et sa divinisation.

La fétichisation du pouvoir est la manifestation de la corruption la plus achevée de la politique. Ainsi, les représentants cessent de représenter le peuple pour incarner des intérêts particuliers, les intérêts du groupe au pouvoir et des lobbies qui les soutiennent. Le pouvoir se corrompt quand il dévie de sa fonction première qui est d'obéir à la volonté générale de la communauté politique. En ce sens, E. Dussel soutient : «La *corruption originaire* du politique, que nous nommerons le *fétichisme du pouvoir*, consiste en ce que l'acteur politique (les membres de la communauté politique, qu'ils soient citoyens ou représentants) croit pouvoir affirmer que sa subjectivité propre ou l'institution dans laquelle il accomplit une fonction (et qui lui permet donc d'être appelé «fonctionnaire», qu'il soit président, député, juge militaire policier, est le *siège* ou la *source* du pouvoir politique. Ainsi, par exemple, l'État qui s'affirme comme souverain, comme l'instance ultime du pouvoir, représente le fétichisme du pouvoir de l'État et la *corruption* de tous ceux qui prétendent exercer le pouvoir étatique ainsi défini» (*Vingt thèses de politique*, 2018, p.29-30). Celui qui nie son

peuple s'affirme lui-même comme maître absolu et se divinise. Ainsi, le pouvoir est considéré comme une idole à laquelle on sacrifie la vie du peuple qui devient un instrument, un objet, c'est-à-dire une chose. Le pouvoir fétichisé est un pouvoir corrompu, coupé des préoccupations du peuple pour satisfaire des intérêts particuliers ; c'est aussi un pouvoir oppressif qui use des formes les plus brutales de la violence.

Alpha Condé croit exercer le pouvoir par son « autorité autoréférentielle » (E. Dussel, *Vingt thèses de politique*, p.30), c'est-à-dire référée à lui-même, oubliant la communauté politique, «l'instance ultime» qui est la seule source du pouvoir légitime. Alpha Condé, candidat au pouvoir absolu, devient à lui seul toute la Guinée, sa volonté particulière vaut la volonté générale du peuple. Ainsi le pouvoir en Guinée se corrompt, se fétichise, s'absolutise et se tyrannise. Le pouvoir fétichisé est un pouvoir despotique qui use de la violence pour exercer sa domination sur le peuple. Il ne consiste plus en un exercice délégué par la communauté, mais plutôt en une dictature qui persécute le peuple afin d'assouvir les ambitions particulières et égoïstes d'une oligarchie politique corrompue. Dans un tel schéma, ceux qui s'opposent à l'oppression sont persécutés et réprimés jusqu'à la mort. Ainsi, le pouvoir fétichisé se nourrit du sang de ceux qui résistent.

Le peuple doit faire face au monstre afin de construire un nouvel ordre qui consacre la volonté de la communauté. En Afrique, il est

temps que
les despotes comprennent que le peuple est le seul détenteur
légitime du
pouvoir. La Guinée doit user de tous les moyens pour se
libérer de
cette nouvelle domination. Devant un Bâsi infirme et assoiffé
de pouvoir
absolu, il faut un peuple éveillé et prêt à défendre sa
liberté à tout
prix. En vérité, «un dictateur n'a pas de concurrent à sa
taille tant que le peuple ne relève pas le défi» (*Le coup
d'État permanent*,
2010, p.238). Aujourd'hui, la Guinée engage la lutte pour sa
«Seconde
Emancipation» ; ce noble combat mérite une solidarité
continentale.

Pour
conclure, les onze victimes des manifestations du 14 au 16
octobre 2019
doivent être élevées au rang de martyrs de la démocratie. À
leur
endroit, nous prononçons ces vers de Senghor remplis symboles
: « Non,
vous n'êtes pas morts gratuits. Vous êtes les témoins de
l'Afrique
immortelle /Vous êtes les témoins du monde nouveau qui sera
demain »
(L.S. Senghor, *Œuvre poétique*, 1990, p.95). La jeunesse
africaine est invincible.

Dr Babacar DIOP

Enseignant-chercheur au département de Philosophie de
l'Université Cheikh Anta DIOP

Violences politiques : les twittos #224 dénoncent et condamnent les tueries

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



Résumé de l'actualité guinéenne sur Twitter

Cliquez sur l'image pour accéder au tweet (page Twitter)



Francois Patuel @FrancoisPatuel · 4h

#Guinée: 5 membres du @FNDC_Gn arrêtés à Kindia hier, dont @fareinta.

Ils sont accusés d'attroupement & n'ont pas eu accès à 1 avocat.

1 a subi des mauvais traitements en garde à vue & a été conduit à l'infirmerie.

S'ils étaient pacifiques, ils devraient être libérés! @GouvGN



Amnesty West & Central Africa et 4 autres



↻ 19

♥ 19





Abdourahamane Diallo @manhimfr · 5h

Comment ne pas être indigné et révolté quand on voit des jeunes se faire tuer même loin des manifestations. Il y a des crimes d'Etat qui se commettent sur l'axe dans le silence coupable.



Tué par balle à Bomboli, Abdourahamane Diallo, taxi-motard, était orph...
Abdourahamane Diallo exerçait la profession de conducteur de taxi-moto pour subvenir à ses besoins. Cet adolescent a été tué par balle jeudi au ...
visionguinee.info



Nouhou Baldé @Nouhoubalde · 10h

Des [#Guinéens](#) dont la vie est moins importante qu'un bus ? 3 morts et plusieurs blessés, le [#gouvernement](#) met l'accent sur un [#bus](#) incendié, [#Kibaro](#), [@Guineematin](#), [#Guinée](#)

2

13

15





Povo News @povonewstv · 14h

Protests in Guinea against 81-year-old President Alpha Conde's new constitution that would allow him to run for a third term in office in 2020

#Guinea #AlphaConde



Jeffrey Smith ✓

@Smith_JeffreyT

As #Guinea's Alpha Conde lays the groundwork for a third term, he hires a lobbyist in Washington. It's the same firm that works for Museveni in Uganda and Burundi's Nkurunziza, each of whom have practice changing term limits. Shameful.

Public filing here: efile.fara.gov/docs/6305-Exhi...

[Traduire le Tweet](#)

4:39 PM · 14 nov. 2019 · [Twitter Web App](#)

13 Retweets 14 J'aime





Joe Penney ✓
@joepenney



I spoke to [@Cellou_UFDG](#), [@gcurtisgn](#) and [@AOuattara_PRCI](#), and wrote about wrote about Alpha Condé's quest for a third term for [@qzafrica](#):

[Traduire le Tweet](#)



Guinea's president is prepared to risk it all for a third term as anti-government pr...
"If Alpha persists in changing the constitution against the will of the Guinean people, there is a clear risk of confrontation that leads to violence."

[qz.com](#)





Alimou Sow
@witterlims



Trois morts par balle aujourd'hui à [#Conakry](#) selon différents témoignages. Ce sont : Alpha Souleymane DIALLO (16 ans), Abdouramane DIALLO (19 ans) et Amadou Oury BARRY (32 ans). Reposez en paix.
[#Guinée](#) [#Kibaro](#) [@amnesty](#)

11:21 PM · 14 nov. 2019 · [Twitter for Android](#)

51 Retweets 75 J'aime



Les leaders politiques #224 sur Twitter



Bah Oury
@bahourykigna



Au moment où les autorités guinéennes sont épinglées pour des violations répétées des droits de l'homme par Amnesty International, HRW, ou la FIDH une dérive répressive insensée tente d'étouffer les revendications démocratiques du peuple guinéen. 3 jeunes gens sont encore tombés!

12:31 AM · 15 nov. 2019 · [Twitter for Android](#)

47 Retweets 158 J'aime





Cellou Dalein Diallo

@Cellou_UFDG



La manifestation du [@FNDC_Gn](#) du 14 novembre été réprimée dans le sang. Sur l'itinéraire autorisé de la marche, plusieurs manifestants ont été blessés par balles. Alpha Souleymane Diallo, 16 ans, a été abattu à Hamdallaye par un policier en dehors de la marche.

[#Amoulanfé](#)



Front National pour la Défense de La Constitution et 9 autres



Sidya Touré
@SidyaOfficiel



Des leaders agressés dans le périmètre autorisé pour la marche par des forces de l'ordre prêts à aller en guerre. Depuis l'agression de la mosquée, il est clair que [@President_GN](#) veut en découdre avec les leaders. Si [#Conté](#) s'était ainsi comporté, l'histoire aurait été tout autre





Aliou BAH

@AlioubahMoDeL



La jeunesse Guinéenne est déterminée à payer le prix nécessaire pour ne plus vivre sous une dictature. Le FNDC est un état d'esprit qui va au delà des personnes et qui transcende tous les clivages. La répression d'État et l'intimidation ne peuvent arrêter la marche de l'histoire.



Sékou Chérif Diallo

Revue de tweets réalisée par

Crise politique en Guinée : les titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



Crise politique guinéenne : la presse internationale en parle

Cliquez sur l'image pour lire l'article.

LIBÉRATION

Conakry marche contre un «président qui casse les reins»



RFI

Réforme constitutionnelle en Guinée: nouvelle manifestation de l'opposition



GUINÉE

Republier </>

Réforme constitutionnelle en Guinée: nouvelle manifestation de l'opposition



QUARTZ AFRICA

Guinea's president is prepared to risk it all for a third term as anti-government protests grow

OBSESSIONS FEATURED

QUARTZ AFRICA

EMAILS EDITIONS BECOME A MEMBER

Guinea's president is prepared to risk it all for a third term as anti-government protests grow



By Joe Penney • November 14, 2019



AFRICAN QUARTERS

More death in Guinea as protests against Alpha Conde rages on



Africa News | West Africa

Updated: November 15, 2019

More death in Guinea as protests against Alpha Conde rages on



November 15, 2019 | 4 | 0

TV5 MONDE

Guinée: les voyants “au rouge” pour les droits humains, dit Amnesty

INFO

[Accueil](#)[Videos](#)[Afrique](#)[Terriennes](#)[Culture](#)[Les journaux](#)[En continu](#)

AFRIQUE

En Guinée, la tentation du 3ème mandat pour Alpha Condé ?

Guinée: les voyants "au rouge" pour les droits humains, dit Amnesty



Guinée : la procureure de la CPI met en garde contre l'escalade de la violence

INFO

[Accueil](#)[Videos](#)[Afrique](#)[Terriennes](#)[Culture](#)[Les journaux](#)[En continu](#)

AFRIQUE

En Guinée, la tentation du 3ème mandat pour Alpha Condé ?

Guinée : la procureure de la CPI met en garde contre l'escalade de la violence



LE POINT

Guinée : cette porte ouverte sur la réforme constitutionnelle

Guinée / 70 manifestants tués, 109 personnes mortes en détention en Guinée : Amnesty alerte « sur le niveau rouge des droits humains »



Dakaractu 

Laser du Lundi

Contribution

Télévision

Radio

People & Sports

Newsletter

Soumettre article

Accueil > Texte

Guinée / 70 manifestants tués, 109 personnes mortes en détention en Guinée : Amnesty alerte « sur le niveau rouge des droits humains »



Dans la même rubrique :

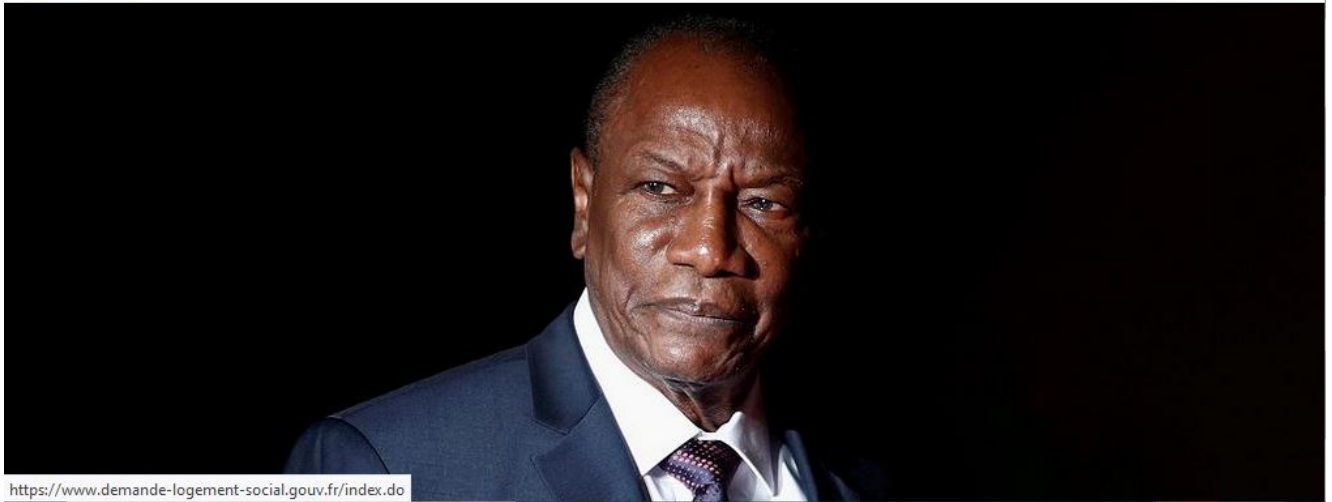
-  Technologie : Awa Ly, une étudiante de l'Esp lauréate d'un concours international sur la programmation en ligne. - 15/11/2019
-  Section de recherches / Trafic de faux billets : Bougazelli toujours attendu. Les journalistes aux aguets ! - 15/11/2019
-  « En Ligne » : Djibril Ba parle des réelles motivations du panel de la CCR. - 15/11/2019
-  Chaffiyu Ibrahim Niass : « L'école niassène, un vivier avec des millions d'élèves répartis sur le Globe » - 15/11/2019
-  (Exclusif) Visée par des sanctions américaines pour avoir travaillé avec l'Iran : une société ayant collaboré avec l'État du Sénégal livre sa part de vérité par la voix de son fondateur - 15/11/2019
-  Quand d'éternels complexés nous dirigent... - 15/11/2019
-  De la mise en garde à vue à la liberté sous convocation : Le Film de l'arrestation du député Bougazelli... - 15/11/2019
-  Modou Diagne Fada au monde rural : « Ne basardez pas vos collectes. Ignorez les rumeurs, nous sommes prêts à rebatir à

AFRICANEWS

Guinée : cerné par la crise politique, Alpha Condé rebat ses cartes



Guinée : cerné par la crise politique, Alpha Condé rebat ses cartes



<https://www.demande-logement-social.gouv.fr/index.do>

THE GUARDIAN

President approves February vote in turbulent Guinea

Africa

President approves February vote in turbulent Guinea

By AFP

12 November 2019 | 3:15 pm



LIBRE AFRIQUE

Guinée: 70 tués dans des manifestations contre le président Alpha Condé depuis 2015



La Libre

AFRIQUE

L'actualité africaine. Libre et indépendante.



Accueil

République démocratique du Congo

Politique

Société

Sports

Culture

Economie

Par pays ▾

Move with Africa ▾



Guinée: 70 tués dans des manifestations contre le président Alpha Condé depuis 2015

Plus Lus



PREMIUM TIMES

70 people killed in Guinea ahead of 2020 presidential polls – Report

PTCIJ Leaks.NG DUBAWA Elections Hausa Campus Reporters Opinion Play Games About Us Advert Rat

PREMIUM Times

Friday, November 15, 2019 Abuja 33°C

Home News ▾ Investigations Business ▾ Health ▾ Agriculture ▾ Arts/Life ▾ Sports ▾ Projects ▾ Financial Inclusion

70 people killed in Guinea ahead of 2020 presidential polls – Report

November 13, 2019 Agency Report

Situation des droits de l'homme très critique en Guinée

Situation des droits de l'homme très critique en Guinée

Dans un rapport qui sera rendu public mercredi et intitulé "Les voyants au rouge à l'approche de l'élection présidentielle", Amnesty International dit avoir dénombré 70 morts depuis 2015.



Auteur Georges Ibrahim Tounkara

[Tous les audios de la médiathèque](#)

Mots-clés [Guinée](#), [Amnesty International](#), [droits de l'Homme](#)

Télécharger [Enregistrer le fichier mp3](#)

[Réagir à l'article](#)

Imprimer [Imprimer cette page](#)

Permalien <https://p.dw.com/p/3Sv2a>



Restez informés avec l'appli DW News !

Recevez des infos indépendantes sur les sujets d'actualité dans le monde, directement sur votre smartphone ou votre tablette.

ÉCOUTEZ-NOUS!

LSI AFRICA

Guinée : Fatou Bensouda met en garde contre l'escalade de la violence

POLITIQUE

Guinée : Fatou Bensouda met en garde contre l'escalade de la violence

La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) a mis en garde lundi les responsables de l'escalade de la violence en Guinée, exhortant le gouvernement et l'opposition à renouer le dialogue après des manifestations sanglantes dans ce pays.

Justice

Publié le lundi 11 novembre 2019



REUTERS

Guinea president replaces security minister following deadly protests

Guinea president replaces security minister following deadly protests

2 MIN READ



Une revue de presse réalisée par Sékou Chérif Diallo

Guinée. Les voyants au rouge pour les droits humains à l'approche de l'élection présidentielle (Amnesty)

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



- Au moins 70 manifestants et passants tués depuis janvier 2015
- Des journalistes ciblés
- 109 morts en détention

Les autorités guinéennes doivent remédier aux violations des droits

humains qui se multiplient, notamment les homicides de manifestants, les

interdictions de rassemblements pacifiques et la répression des voix

dissidentes, qui risquent de s'aggraver à l'approche de l'élection

présidentielle de 2020, écrit Amnesty International dans un nouveau

rapport publié le 13 novembre 2019.

Intitulé [Guinée. Les voyants au rouge à l'approche de l'élection présidentielle de 2020](#), ce document expose la situation des droits humains qui s'est dégradée entre janvier 2015 et octobre 2019, et dénonce l'homicide de 70 manifestants et passants et d'au moins trois membres des forces de sécurité. Il met en garde contre la montée des tensions politiques, dans un contexte où les craintes sont vives que le président Alpha Condé ne modifie la Constitution pour briguer un troisième mandat.

Neuf manifestants ont été tués le mois dernier lors des manifestations contre une éventuelle révision de la Constitution. Les leaders des mouvements pro-démocratie et de nombreux manifestants ont été arrêtés. C'est un affront pour

les droits humains et une tentative violente visant à museler la dissidence. Marie-Evelyne Petrus Barry, directrice pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale à Amnesty International.

« Neuf manifestants ont été tués le mois dernier lors des manifestations contre une éventuelle révision de la Constitution. Les leaders des mouvements pro-démocratie et de nombreux manifestants ont été arrêtés. C'est un affront pour les droits humains et une tentative violente visant à museler la dissidence », a déclaré Marie-Evelyne Petrus Barry, directrice pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale à Amnesty International.

« Les autorités guinéennes doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour apaiser les tensions, protéger les droits humains et sauver des vies avant, pendant et après les prochaines élections. Nous demandons au gouvernement du président Alpha Condé de mettre fin au règne de la peur et de la répression en modifiant la législation relative à l'usage de la force lors de rassemblements publics et en retirant les forces armées militaires des zones de manifestation. »

Amnesty International publie son rapport avant l'Examen périodique universel (EPU) de l'ONU sur la Guinée en janvier 2020. Ce rapport

évalue la situation des droits humains depuis l'EPU de janvier 2015.

Aujourd'hui, la Guinée a aboli la peine de mort, ce qui constitue une avancée notable.

Cependant, dans bien d'autres domaines, les autorités n'ont pas été à la hauteur de leurs engagements.

Amnesty International a constaté que 70 manifestants et passants ont été tués dans le cadre de manifestations entre janvier 2015 et octobre 2019. Si l'organisation n'a pas pu confirmer les circonstances de tous les décès, les témoignages du personnel médical et de témoins ainsi que le type de munitions utilisées indiquent qu'au moins 59 des victimes semblent avoir été tuées par la police et la gendarmerie. Parmi les victimes, un enfant de sept ans qui, selon des sources médicales, a été touché par une balle perdue en octobre 2015.

En outre, Amnesty International déplore l'homicide d'Amadou Boukariou Baldé, un étudiant battu à mort par des gendarmes déployés pour disperser une manifestation à l'Université de Labé, dans le centre de la Guinée, le 31 mai 2019.

Ce rapport révèle aussi que des centaines de personnes, dont des enfants de seulement quatre ans, ont été blessées par les forces de sécurité qui ont fait usage de balles réelles, de matraques et de gaz

lacrymogènes.

L'une des victimes est Mamadou Hady Barry, 10 ans, touché dans le dos par une balle alors qu'il rentrait chez lui depuis l'école coranique à Conakry, le 13 novembre 2018. Grièvement blessé, il a été pendant plusieurs mois incapable de marcher.

Ces dernières années, le gouvernement a interdit de manière arbitraire de nombreuses manifestations. Les défenseurs des droits humains et les journalistes sont convoqués, détenus ou arrêtés par la police, uniquement parce qu'ils exercent leurs droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

Au moins 60 membres du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), un groupe pro-démocratie ont été arrêtés depuis le 12 octobre 2019. Un tribunal a condamné cinq de leurs dirigeants à des peines allant jusqu'à un an de prison pour avoir appelé à manifester pacifiquement. Des dizaines de participants ont été condamnés à un an de prison pour avoir assisté à un « rassemblement illégal ».

En outre, le rapport dévoile que les journalistes sont pris pour cibles ou agressés par des membres des forces de sécurité, et que des médias sont suspendus.

À titre d'exemple, Aboubacar Algassimou Diallo, présentateur radio à

Lynx FM, et Souleymane Diallo, administrateur général, ont été convoqués par la police les 19 et 20 août derniers, après avoir diffusé l'interview d'une femme qui accusait le ministre de la Défense de détournement des fonds destinés aux Casques bleus guinéens.

Amnesty International a constaté une surpopulation carcérale généralisée dans les établissements pénitentiaires guinéens. À la prison centrale de Conakry, qui a la capacité d'accueillir 500 prisonniers, 1 468 personnes sont détenues. Au moins 109 personnes sont mortes en détention pendant la période que couvre le rapport.

Ce document recense également des cas de torture et de mauvais traitements, particulièrement en garde à vue – passages à tabac, viols, recours à des positions douloureuses, brûlures et privation de sommeil notamment.

L'impunité continue de régner en Guinée. Les familles de personnes tuées lors des manifestations ont déposé des dizaines de plaintes, parfois en fournissant des informations précises sur les unités des forces de sécurité déployées, notamment des noms et des plaques d'immatriculation.

Pourtant, un seul cas a donné lieu à des poursuites judiciaires. En février 2019, un capitaine de police a été condamné pour l'homicide en 2016 d'un passant lors de manifestations, et ce pour la

première fois
depuis qu'un membre des forces de sécurité avait été déféré à
la justice
en 2010.

Les poursuites judiciaires concernant l'homicide de plus de
150 manifestants pacifiques et les viols et violences
sexuelles infligés
à plus de 100 femmes dans le stade de Conakry en 2009, ne
progressent
guère.

Afin de briser le cycle de la violence en Guinée à l'approche
de
l'élection présidentielle de 2020, les autorités doivent faire
savoir
avec force que les violations des droits humains ne seront pas
tolérées.

Marie-Evelyne Petrus Barry.

*« Afin de briser le cycle de la violence en Guinée à
l'approche de l'élection présidentielle de 2020, les
autorités doivent faire savoir avec force que les violations
des droits humains ne seront pas tolérées », a déclaré Marie-
Evelyne Petrus Barry.*

« Enfin, elles doivent cesser de museler les voix
dissidentes. »

[amnesty](#)

La procureure de la CPI met en garde contre l'escalade de la violence en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) a mis en garde lundi les responsables de l'escalade de la violence en Guinée, exhortant le gouvernement et l'opposition à renouer le dialogue après des manifestations sanglantes dans ce pays.

Les tensions sont fortes en Guinée après des semaines de manifestations organisées par l'opposition qui soupçonne le président Alpha Condé de vouloir briguer un troisième mandat.

«Suite aux informations faisant état de nombreux épisodes de violence en Guinée au cours des dernières semaines, j'appelle tous les responsables et leurs sympathisants à s'abstenir de la violence et à reprendre le dialogue pour éviter de nouvelles victimes», a déclaré la procureure de la CPI, Mme Fatou Bensouda.

«Toute personne qui commet, ordonne, incite, encourage ou

contribue de toute autre manière à commettre des crimes atroces (...) est passible de poursuites par les tribunaux guinéens ou par la CPI», a-t-elle mis en garde dans un communiqué.

Au total, au moins 16 civils et un gendarme ont trouvé la mort au cours de l'intense mouvement de contestation auquel la Guinée – un petit pays pauvre de 13 millions d'habitants – est en proie depuis le 14 octobre à l'instigation du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC). Des dizaines d'autres personnes ont été blessées, des dizaines arrêtées et jugées.

Le FNDC veut faire barrage au projet prêté au président Condé de briguer sa propre succession en 2020 et de réviser pour cela la Constitution qui limite actuellement à deux le nombre des mandats présidentiels.

A 81 ans, M. Condé entretient le flou sur ses intentions, mais a entamé en septembre des consultations sur la Constitution. L'opposition accuse de dérive «dictatoriale» l'ancien opposant historique qui fut le premier président démocratiquement élu en 2010, réélu en 2015, après des décennies de régimes autoritaires et militaires.

La communauté internationale s'inquiète d'une escalade dans un pays coutumier des manifestations et des répressions brutales.

En outre, Mme Bensouda a ajouté que son bureau s'était rendu en Guinée fin octobre pour faire le point sur l'enquête liée au massacre de plus de 150 partisans de l'opposition, il y a

dix ans.

Établie à La Haye, la CPI a ouvert une enquête préliminaire sur le massacre perpétré le 28 septembre 2009 dans l'enceinte du plus grand stade de Conakry lorsque les forces de sécurité ont tiré sur une foule qui manifestait contre le chef de la junte Moussa Dadis Camara. Plus de 100 femmes ont en outre été violées.

Mme Bensouda s'est déclarée encouragée par des déclarations du ministre guinéen de la Justice, Mohamed Lamine Fofana, au cours de la visite de son équipe, annonçant que le procès des responsables du massacre de 2009 devrait commencer au plus tard en juin 2020.

«Cela fait maintenant plus de dix ans que ces crimes horribles ont eu lieu au stade de Conakry», a déclaré Mme Bensouda. «Les victimes et les communautés qui ont été touchées méritent que justice soit faite», a-t-elle dit.

[La Croix](#)

L'arrestation d'acteurs de la société civile marque un nouveau tournant autoritaire

en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



Au moins huit membres du Front National de la Défense de la Constitution (FNDC) ont été arrêtés samedi 12 octobre. Les manifestations du lundi 14 octobre ont quant à elles été violemment réprimées. C'est une nouvelle étape franchie par le pouvoir guinéen pour museler toutes les voix critiques aux velléités de changement de la constitution qui permettrait au Président Alpha Condé de s'assurer un 3ème mandat.

Alors que les citoyens étaient appelés à descendre dans les rues ce lundi 14 octobre, l'ACAT, Aide et Action, le CCFD-Terre Solidaire, la CFDT, la CGT, la Plateforme Dette et Développement, la LDH, Survie et Tournons la Page appellent à la libération des militants du FNDC et à une mobilisation des partenaires internationaux, en Europe comme en Afrique, afin que les autorités au pouvoir respectent les libertés fondamentales des citoyens guinéens.

Depuis ce samedi 12 octobre 2019 matin, au moins huit membres du FNDC de Guinée ont été arbitrairement arrêtés par les forces de sécurité au

domicile du Coordonnateur du FNDC, Abdourahmane Sano. Ces arrestations sont intervenues alors que le FNDC avait appelé les Guinéens à manifester pacifiquement ce lundi 14 octobre afin de dénoncer le projet de nouvelle Constitution pouvant permettre au Président Alpha Condé de se maintenir au pouvoir pour un 3ème mandat consécutif.

Le vendredi 11 octobre 2019, vers 20h, alors que le Coordonnateur du FNDC allait animer à son domicile de Conakry une rencontre avec ses collègues, quatre véhicules de policiers et de gendarmes se sont garés devant son domicile. Après une alerte sur les réseaux sociaux, les forces de l'ordre ont quitté les lieux quelques minutes plus tard. La rencontre a été reportée au samedi matin. Lors de cette nouvelle réunion, des éléments des forces de sécurité encagoulées ont fait irruption dans le domicile privé et ont mis aux arrêts les membres du FNDC présents.

"Il s'agit ni plus ni moins d'arrestations arbitraires suivies de détentions au secret" affirme Clément Boursin, responsable Afrique à l'ACAT-France.

Ces arrestations à moins de 48 heures de la manifestation prévue contre la réécriture de la Constitution témoignent d'une volonté de dissuader les citoyens désireux de se joindre pacifiquement à l'appel du FNDC et des organisations de la société civile. Cet acte

arbitraire

illustre l'escalade des tensions politiques en cours en Guinée qui s'est matérialisée par la mort de plusieurs personnes lors des manifestations du 14 octobre.

Ces arrestations arbitraires de militants de la société civile doivent être le déclencheur au niveau international pour que les partenaires de la Guinée avertissent publiquement les autorités de ce pays, et en premier lieu son chef de l'Etat, qu'il ne sera toléré aucune violation des droits et libertés et que les auteurs et responsables de toute violations graves des droits humains seront dénoncés, sanctionnés et un jour poursuivis devant la justice.

“Les autorités guinéennes doivent respecter le droit à la liberté d'expression et de manifestation et veiller à ce que les manifestations soient encadrées correctement afin qu'elles puissent se tenir pacifiquement” déclare Laurent Duarte, coordinateur international de Tournons la page.

Nous, syndicats et associations d'Afrique et d'Europe, solidaires du FNDC et des citoyens guinéens désireux d'éviter toute confiscation du pouvoir par des stratégies de réformes constitutionnelles :

Demandons au gouvernement guinéen et aux autorités administratives compétentes :

– La libération immédiate et sans conditions des huit membres du FNDC arbitrairement arrêtés et actuellement détenus au secret ;

– Le respect de leurs droits fondamentaux durant leur détention, notamment celui de ne pas faire l’objet de tortures, de peines ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

– Le respect des droits constitutionnels à pouvoir s’exprimer librement (article 7) et à manifester pacifiquement (article 10).

Exigeons de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) et de l’Union Africaine (UA) qu’elles fassent respecter

le protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de

la CEDEAO et la Charte Africaine de la Démocratie des élections et de la

gouvernance de l’UA, qui consacrent la limitation des mandats présidentiels dans les Constitutions ;

Interpellons les partenaires extérieurs de la Guinée, en premier lieu l’Union Européenne (UE) et ses Etats-membres, sur la crise démocratique actuelle. Les risques d’une déstabilisation majeure pèsent sur la Guinée et la sous-région. Nous les appelons à condamner publiquement la répression et le coup de force constitutionnel en cours, et de prendre des mesures concrètes afin que les droits et libertés fondamentales de citoyens guinéens soient respectés.

Signataires :

- **Action des chrétiens pour l’abolition de la torture (ACAT)**
- **Aide et Action**
- **CCFD-Terre Solidaire**
- **CFDT**
- **CGT**

- Plateforme Dette et développement (et ses organisations membres)
 - Ligue des Droits de l'Homme
 - Survie
 - Tournons la page (et ses organisations membres)
-

Crise politique en Guinée : les titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



Crise politique guinéenne : la presse internationale en parle.

Cliquez sur l'image pour lire l'article.

AFRICA CONFIDENTIAL

Vol 60 No 22

Published 7th November 2019

Print version RSS

SEARCH

SEARCH



GUINEA

Dancing the third-term tango 7TH NOVEMBER 2019

Condé appears prepared to crush massive opposition in order to secure a third term of office, regardless of the dangers to society

The idea that President [Alpha Condé](#) would get the required two-thirds parliamentary majority to change the constitution to allow him to seek a third term has always been far-fetched. That, his opponents say, explains his lack of urgency in calling legislative elections, which were due in 2018 but may now be held as late as October 2020. Most believe they would result in a hung parliament. Instead, the 81-year-old Condé wants to move straight to a referendum to change the constitution to allow him to stand again for the presidency.

End of preview - This article contains approximately 1221 words.

Africa Confidential's reporting and analysis is valued by a wide range of organisations and individuals: from corporate executives, country risk analysts, national politicians and members of the diplomatic corps, to intelligence operatives, academics, journalists and NGO personnel.

Here's what our readers say about us:

"If you want the detail and you want the dirt, the little blue newsletter [*Africa Confidential*] that drops through your letter box is like having your own private spook who knows Africa inside out and who's also one hell of a gossip."

LE 360 AFRIQUE

=



Guinée. Alpha Condé tenté par un troisième mandat: le début d'une spirale de violences?

Mise à jour le 09/11/2019 à 16h03 Publié le 09/11/2019 à 16h01 Par Moussa Diop

#Politique



AGORAVOX ITALIA

Partecipa ad AgoraVox!
Iscriviti e proponi un articolo

Guinea: in piazza diciamo basta ai presidenti a vita

di Pressenza - International Press Agency
(sito)

giovedì 7 novembre 2019

0 3 0
Commenti Twitter Mi piace Preferiti
Condividi

"Bisogna organizzare nuove elezioni legislative trasparenti, che vengono rimandate da oltre un anno, e il presidente Alpha Condé deve impegnarsi pubblicamente e formalmente a non ricandidarsi per un terzo mandato.

di Agenzia DIRE



Autore

Pressenza - International Press Agency

Pressenza è un'agenzia stampa internazionale in 7 lingue che pubblica e diffonde notizie, iniziative, proposte che riguardano pace, nonviolenza, disarmo, diritti umani, lotta contro ogni forma di discriminazione. Considera l'Essere Umano come valore centrale ed esalta la diversità. Propone un giornalismo attivo e lucido che punta alla soluzione delle crisi e dei conflitti sociali di ogni (...)



Sito: Pressenza

SEN360

Guinée : Opposé au 3e mandat de Condé, un imam radié et interdit de prêcher (document)

Senenews Il y'a 3 jours Source



FLASH EN



COURRIER INTERNATIONAL

PARTAGER



RÉAGIR



IMPRIMER

LECTURE ZEN

NEWSLETTERS

ABONNEZ-VOUS
À PARTIR DE :

1€

HAUT DE PAGE

Vu de Guinée. “Vague rouge” contre un troisième mandat du président Alpha Condé

AFRIQUE > GUINÉE > COURRIER INTERNATIONAL - PARIS

Publié le 08/11/2019 - 17:59



LES PLUS LUS

Streaming. Avec “The King”, Netflix massacre l'histoire d'Azincourt

Partager

Controverse. Interdire les fessées, une bonne idée ?

Partager

Récit. La tragique histoire du sucre aux États-Unis

Partager

Vu des États-Unis. Mona Lisa, vous n'êtes plus la bienvenue au Louvre

STRATFOR



Stratfor

WORLDVIEW™

ASSESSMENTS

Guinea's President Tempts Fate to Extend His Reign

5 MINS READ | Nov 8, 2019 | 10:00 GMT

in tw f



Guinea's President Alpha Condé greets his supporters in the capital, Conakry, on Oct. 31, 2019, after weeks of violent protests against the leader's perceived bid to prolong his rule claimed around 10 lives.

(CELLI LOU BINANI/AFP via Getty Images)

LA NOUVELLE TRIBUNE

Accueil > À la une > Alpha Condé : de plus en plus contesté, combien de temps tiendra-t-il...

A LA UNE POLITIQUE

Alpha Condé : de plus en plus contesté, combien de temps tiendra-t-il ?

Par Désiré Sossa - 8 novembre 2019 ★ (populaire) 1

f t in M 1 2 +



BBC

BBC Menu

Rechercher

NEWS | AFRIQUE

Accueil Afrique Monde Sports Economie Culture Au féminin Technologie Santé Vidéos En images Suite

En Guinée, la rue continue de scander "Amoulanfe" à un 3e mandat d'Alpha Condé

7 novembre 2019

f t 1 2 Partager

À la une

Sissoco Embalo accuse la CEDEAO d'ingérence en Guinée-Bissau

Dans une déclaration publiée par le journal privé bissau-guinéen O Democrata, le 9 novembre sur son site Internet, Umaro Sissoco Embalo, candidat à la présidentielle en Guinée-Bissau, s'en prend à la CEDEAO.

11 novembre 2019

Hier condamné à mort, aujourd'hui diplômé de l'Université de Londres

11 novembre 2019

L'entrepreneur qui relève le défi de la transformation des produits agricoles

11 novembre 2019

RFI AFRIQUE



GUINÉE | ALPHA CONDÉ

Republier </>

Guinée: marée rouge à Conakry pour protester contre le président Condé

**REUTERS**[Top News](#) [World](#) [Investing](#) [Sport](#) [TV](#) [More](#)

COMMODITIES NEWS NOVEMBER 4, 2019 / 11:05 PM / 7 DAYS AGO

In Guinea, two more killed in clashes between police and protesters

Saliou Samb

2 MIN READ



CONAKRY, Nov 4 (Reuters) - Two people were killed in Guinea on Monday, authorities said, as protesters and police clashed during a funeral procession for those killed in earlier protests over a suspected effort by President Alpha Conde to extend his mandate.

Une revue de presse réalisée par Sékou Chérif Diallo

[Images /Vidéos] Le Jeudi de la démocratie : Plus de 3 millions de guinéens dans la rue pour dire NON au projet de 3e mandat de Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



Après la réussite de l'une des plus grandes mobilisations pour la démocratie en Afrique, le [FNDC](#) « invite le peuple de Guinée à se tenir prêt pour les prochaines échéances »

Revivez cette journée de mobilisation historique pour la démocratie et l'État de droit en Guinée. #AMOULANFE

Les 4 vidéos virales de la journée

Vidéo 1 

Vidéo 2 

Vidéo 3

Vidéo 4

En Images









Meurtres lors d'un cortège funèbre en Guinée avant la tenue de nouvelles manifestations [HRW]

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



Trois personnes auraient été tuées le 4 novembre lors des obsèques de manifestants tués.

Par Corinne Dufka – Directrice pour l'Afrique de l'Ouest (HRW)

Le gouvernement [guinéen](#) devrait s'assurer qu'une enquête indépendante soit promptement ouverte après la mort de trois personnes qui auraient été tuées par balles cette semaine lors d'[affrontements](#) avec les forces de sécurité. Ces meurtres présumés auraient été commis le 4 novembre lors d'une procession funéraire à la mémoire de personnes tuées lors d'une précédente vague de manifestations anti-gouvernementales. Une coalition d'organisations de la société civile et de partis d'opposition a affirmé que trois personnes avaient été tuées, tandis qu'un porte-parole de la police a reconnu un bilan d'au moins deux morts. La coalition prévoit une nouvelle manifestation de grande ampleur le 7 novembre.

Au cours du mois dernier, le gouvernement guinéen a intensifié sa [répression des opposants à l'adoption d'une nouvelle constitution](#) qui permettrait au chef de l'État, Alpha Condé, de briguer un troisième mandat à la tête du pays à l'occasion de l'élection

présidentielle de 2020. Les autorités ont arrêté et emprisonné 6 personnalités en vue de la société civile qui avaient pris la tête du mouvement de protestation contre la nouvelle constitution.

Après avoir violemment dispersé plusieurs manifestations contre la nouvelle constitution plus tôt dans l'année, le gouvernement a finalement autorisé une manifestation de l'opposition le 24 octobre.

Cette manifestation – la première grande manifestation publique autorisée par le gouvernement [depuis juillet 2018](#) – a été [dans une large mesure pacifique](#). Des partisans du gouvernement ont organisé leur [propre manifestation](#) le 31 octobre.

Les événements du 4 novembre illustrent le risque que de nouveaux affrontements éclatent entre les forces de sécurité et les manifestants.

Des journalistes et des témoins ont décrit comment certains participants à la procession funéraire avaient lancé des pierres et d'autres projectiles et les forces de sécurité avaient tiré des cartouches de gaz lacrymogène et, parfois, ouvert le feu à balles réelles. Un journaliste [a affirmé](#) avoir entendu un gendarme dire : « *nous allons tous vous tuer* », alors que les forces de sécurité poursuivaient les manifestants dans les quartiers avoisinants.

La procession funèbre était destinée à commémorer les 11 manifestants présumés [tués par balles](#) par les forces de sécurité, lors de trois journées de manifestations

contre une nouvelle constitution qui avaient débuté le 14 octobre. Ce jour-là, un gendarme avait également été tué par des manifestants.

Human Rights Watch a documenté abondamment le [recours par la police et les gendarmes aux armes à feu et leur utilisation excessive de la force létale](#) lorsqu'ils contrôlent des manifestations, ainsi que leurs passages à tabac de manifestants, leur corruption et d'autres formes de criminalité de leur part. Les membres des forces de sécurité ne font pratiquement jamais l'objet d'enquêtes ou de poursuites judiciaires pour leur rôle présumé dans des décès de manifestants.

Human Rights Watch exhorte le gouvernement guinéen à remettre en liberté les six dirigeants de la société civile; à faire en sorte que le comportement des forces de sécurité face aux manifestations soit conforme aux Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois; et à [créer une unité judiciaire spéciale](#) pour enquêter sur les décès survenus lors de manifestations.

[hrw](#)

[Vidéo] Le FNDC appelle à une

mobilisation générale : quelques leaders politiques délivrent leurs messages

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



Pour défendre la Constitution, toute la Guinée se mobilise ce jeudi 7 novembre 2019 pour dire NON au projet de 3e mandat de Alpha Condé. *Crédits Vidéos* : [Page FNDCC \(Facebook\)](#)

Sidya Touré

Aliou Bah

Faya Millimouno

Cellou Dalein Diallo

Mamadou Sylla

Oumar Sylla

Abdoul Kabélé Camara

Le Guide du manifestant

Condamnations iniques de militants pro-démocratie en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 21 décembre 2019



Les autorités guinéennes se sont engagées dans une logique de répression à l'endroit du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC). Plusieurs de ses leaders et militants ont été arrêtés arbitrairement début octobre 2019. Au moins sept d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison ferme. Objectif visé : faire taire ce mouvement qui mobilise les Guinéens contre le projet de nouvelle constitution visant à permettre au président Alpha Condé de pouvoir se maintenir en poste après ses deux mandats présidentiels consécutifs.

Le 12 octobre, deux jours avant les manifestations prévues par le FNDC, des éléments des forces de l'ordre, cagoulés et armés, ont arrêté à Conakry sept membres de la direction du FNDC – **Abdourahamane Sanoh**, coordinateur de ce mouvement, **Abdoulaye Oumou Sow**, secrétaire général de l'Association des blogueurs de Guinée (ABLOGUI), **Sékou Koundouno**, administrateur général du mouvement Balai citoyen, **Mamadou Bobo Bah**, membre du Balai citoyen, **Mamadou Baïlo Barry**, membre de l'association Destin en main, **Alpha Soumah**, chanteur connu sous le nom de « *Bill de Sam* », **Ibrahima Diallo**, le coordonnateur de Tournons la page (TLP) – alors qu'ils étaient réunis au domicile de M.

Sanoh. Ils devaient alors rejoindre la Maison de la presse pour une conférence de presse expliquant les modalités des manifestations prévues le 14 octobre. Dans les heures qui ont suivi, **Mamadou Sanoh**, le frère d'Abdourahamane Sanoh, a été arrêté alors qu'il était à leur recherche dans différents centres de détention. Le lendemain, le procureur du tribunal de Dixinn a accusé le FNDC de « *graves déclarations portant atteinte à la sécurité publique* » et a annoncé qu'une procédure juridique était engagée afin d'« *arrêter quiconque ayant commis des actes ou entrepris des manœuvres visant à compromettre la sécurité publique ou aboutissant à de graves troubles de l'ordre public* ». Le 13 octobre, d'autres militants du FNDC ont été arrêtés à Conakry (**Aly Badra Cheickna Koné**, secrétaire national de la jeunesse de l'Union des forces républicaines, UFR, **Elie Kamano**, artiste-activiste), et dans d'autres villes, notamment à Guéckedou (**Moussa Barry**, secrétaire administratif du FNDC).

Le 22 octobre, après une procédure judiciaire extrêmement rapide, le tribunal de première instance de Dixinn a condamné Abdourahamane Sanoh à un an de prison ferme pour « *provocation directe à un attroupement par des écrits et des déclarations* ». Alpha Soumah, Ibrahima Diallo, Sékou Koundouno et Mamadou Baïlo Barry ont été condamnés à six mois de prison ferme. Tandis que Mamadou Bobo Bah, Mamadou Sanoh et Abdoulaye Oumou Sow, ont été déclarés « *non coupables* ». À l'annonce du verdict, les personnes dans la salle d'audience se sont mis à entonner l'hymne du FNDC, puis l'hymne national. A leur sortie du tribunal, les détenus ont été incarcérés à la prison centrale de Conakry. Le procès avait brièvement commencé le 16 octobre pour des faits de « *manœuvres et actes de nature à compromettre la sécurité publique et à occasionner des troubles à l'ordre public* » avant d'être ajourné jusqu'au 18 octobre. Les avocats de la défense ont interjeté appel. Des procès similaires se sont tenus dans d'autres villes du pays. Un autre tribunal de Conakry a condamné à trois ans de prison, dont un ferme, Aly Badra Cheickna Koné et à un an de prison,

dont six mois ferme, Elie Kamano. Bien entendu, aucun militant prônant le oui au changement de la constitution n'a jusqu'à ce jour fait l'objet d'une arrestation. Deux poids, deux mesures...

CONTEXTE

Le président Alpha Condé, 81 ans, est au pouvoir depuis 2010. L'ancien opposant historique, qui a connu un long exil en France et la prison dans son pays, est le premier président démocratiquement élu en Guinée après des décennies de dictature militaire. Réélu en 2015, son deuxième et dernier mandat se termine en 2020 car la Constitution en vigueur limite à deux les mandats présidentiels consécutifs. Afin de pouvoir se présenter une troisième fois en octobre 2020, Alpha Condé n'a pas d'autre choix que de changer la Constitution, comme l'a fait Denis Sassou Nguesso au Congo. A partir de janvier 2019, le débat sur le besoin d'une nouvelle constitution a pris de l'ampleur dans le pays avec des messages en sa faveur lancés par des proches du président et des pseudo-mouvements populaires. En avril 2019, pour s'opposer à cette initiative, un front regroupant des partis, des syndicats et des membres de la société civile a été créé : le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC). En septembre, Alpha Condé a lancé officiellement des consultations sur la Constitution. Les membres du FNDC ont boycotté

ces consultations, les considérant comme factices et n'étant menées que pour légitimer un futur référendum sur ce sujet. Lors d'une rencontre fin septembre 2019 avec des Guinéens à New York, le président Alpha Condé a appelé ses partisans à se « *préparer pour le référendum et les élections* ». Cette annonce – dont la vidéo a fuité sur Internet – a ravivé la tension dans le pays et l'opposition a relancé ses appels à la mobilisation, dénonçant un projet de coup d'Etat institutionnel et une dérive « *dictatoriale* ». Le 7 octobre, le FNDC a annoncé le lancement d'une campagne de mobilisation contre le projet de nouvelle constitution et de régulières manifestations dans le pays à partir du 14 octobre. Le 9 octobre, le ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation, le général Bourema Condé, a indiqué que la déclaration du FNDC constituait « *une menace ouverte à la paix et à la sécurité de notre nation* ». Le même jour, le gouvernement a indiqué avoir achevé les consultations nationales sur une éventuelle nouvelle constitution.

La vague d'arrestation des leaders du FNDC à Conakry et dans d'autres villes, les 12 et 13 octobre, et la présence de nombreux policiers et gendarmes dans les rues de Conakry et des principales villes du pays (Conakry, Mamou, Guéckédou, Labé) le 14 octobre, n'ont pas empêché les Guinéens de descendre massivement dans les rues pendant trois jours pour

dire non à une nouvelle constitution. Ces manifestations non autorisées par les autorités ont été durement réprimées ce qui a occasionné de nombreux affrontements entre manifestants et forces de sécurité. Aux pierres et autres projectiles lancés par les manifestants, les forces de l'ordre ont répondu par des gaz lacrymogènes, l'utilisation de camions à eau et des charges violentes. A plusieurs reprises et en différents lieux, des forces de l'ordre ont tiré avec leurs armes à feu. Plusieurs manifestants arrêtés ont également fait l'objet de violences physiques, notamment des passages à tabac. Le bilan de ces violences est lourd :

le FNDC fait état d'au moins 10 personnes tuées (dont un gendarme), plus de 70 blessés par des tirs à balles réelles, ainsi que 200 arrestations. Le gouvernement affirme que la mobilisation lancée par le FNDC était illégale faute de déclaration préalable. Depuis juillet 2018, les autorités interdisent systématiquement les manifestations de l'opposition lorsqu'elles reçoivent des notifications de leurs organisateurs, les considérant à chaque fois comme des menaces pour la sécurité publique.

Malgré la répression et les morts par balles, l'opposition a décidé de maintenir le mot d'ordre des manifestations et des villes-mortes, les considérant comme étant la seule manière de faire pression sur le pouvoir.

Pour la communauté internationale « la crise politique est source de préoccupations. L'insuffisance de dialogue entre les différents acteurs politiques provoque une escalade de la tension avec des recours à la violence, susceptible de porter gravement atteinte aux acquis démocratiques. Nous appelons tous les acteurs à renouer le dialogue dans le cadre du comité de suivi » (Communiqué de la CEDEAO, Délégarion de l'Union européenne, Etats-Unis, France, Belgique, Italie, Allemagne et Royaume-Uni).

Les associations de défense des droits humains, tout en dénonçant les arrestations arbitraires et l'usage excessif de la force, craignent une escalade de la tension et une répercussion dramatique sur la situation des droits humains.

Le gouvernement guinéen est aujourd'hui face à un dilemme : respecter à minima les libertés d'expression des Guinéens ou s'engager dans une dérive encore plus autoritaire afin d'essayer de faire taire définitivement les voix dissidentes encore publiques. Le 24 octobre, les autorités ont autorisé les manifestations du FNDC et elles se sont déroulées sans violences. Malgré cette accalmie, la Guinée se trouve toujours dans une impasse politique. Les manifestations de l'opposition et les préoccupations internationales ne semblent pas avoir découragé Alpha Condé dans son projet de nouvelle constitution. A quand l'annonce de la tenue d'un référendum en vue de l'adoption d'une nouvelle constitution ? Le temps est compté car l'élection présidentielle est prévue pour octobre 2020. A suivre...

[ACAT France](#)